

Freins à la mobilité, qualification des emplois et diasporas : les nouveaux fronts de l'économie des migrations

Flore GUBERT*

Résumé - Cet article propose une synthèse d'une sélection de travaux récents en économie des migrations qui renouvellent la compréhension des mobilités humaines et de leurs impacts. Il débute par une présentation de plusieurs contributions qui, à partir de protocoles expérimentaux, se sont intéressées aux entraves à la mobilité et aux moyens de mieux les identifier, que ces barrières soient informationnelles, économiques, institutionnelles ou politiques. L'article aborde ensuite la question de l'impact de l'immigration pour les pays d'accueil, et se concentre sur une littérature émergente consacrée aux liens entre immigration, innovation et performances des entreprises. Enfin, s'agissant de l'impact de la migration pour les pays de départ, l'article s'écarte des approches centrées sur les transferts financiers et met l'emphasis sur les travaux qui soulignent le rôle des réseaux diasporiques dans la diffusion des connaissances, les transferts de technologies et la circulation de nouvelles normes. L'ensemble met en évidence les migrations comme un facteur structurant des transformations économiques et sociales contemporaines.

Classification JEL

F22, J61, O15, O31

Mots-clés

Migration
Barrières à la mobilité
Qualification des emplois
Diaspora

* IRD, Université Paris-Dauphine, PSL Research University, CNRS, UMR LEDa, DIAL ;
flore.gubert@ird.fr.

INTRODUCTION

Si la très grande majorité des individus vivent dans le pays où ils sont nés, la part de ceux qui peuvent revendiquer une ou plusieurs « expériences migratoires » hors de leur région ou de leur pays d'origine est néanmoins importante et en constante augmentation. Qu'il s'agisse de migrations temporaires ou circulaires, internes ou internationales, forcées ou volontaires, pour reprendre des catégories usuelles, les multiples formes de mobilité s'inscrivent dans un ensemble complexe de déterminants économiques, politiques et institutionnels. Les migrations influencent la répartition du travail et du capital humain, les flux de transferts de fonds, et plus largement, les trajectoires de développement des économies concernées. Au-delà de leurs effets économiques directs, elles s'accompagnent de transformations sociales profondes touchant les structures familiales, les normes culturelles, les transferts de connaissances et la circulation d'innovations.

En ce sens, l'économie des migrations vise à comprendre les causes, les mécanismes et les conséquences des migrations, tant pour les pays ou régions d'origine que pour les pays ou régions de destination. Synthétiser la richesse et la diversité des travaux produits dans ce champ constitue dès lors une véritable gageure. Cette contribution se propose donc de limiter l'analyse en mettant particulièrement l'accent sur quelques directions de recherche récentes qui apparaissent particulièrement fécondes et prometteuses pour le renouvellement de l'analyse économique des migrations.

S'agissant des facteurs de migration, notre propos n'est pas de revenir sur les différentes théories classiques de la migration, depuis les approches fondées sur les différentiels de salaires jusqu'aux modèles de la nouvelle économie des migrations de travail, en passant par les approches en termes de réseaux migratoires et de marchés segmentés du travail¹, mais insiste plutôt sur les travaux actuels qui s'intéressent aux entraves à la mobilité, dans le but de mieux les comprendre et, le cas échéant, de les lever.

En ce qui concerne l'impact économique des migrations pour les pays d'accueil, il ne s'agit pas de proposer une nouvelle synthèse des travaux analysant l'impact de l'immigration sur les salaires et l'emploi des natifs ou sur les finances publiques², mais de porter notre attention sur une voie de recherche relativement nouvelle qui analyse les liens entre immigration, innovation et performances des entreprises.³

Quant à l'impact économique des migrations pour les pays de départ, cette contribution met de côté l'abondante littérature analysant les liens entre migration et développement à travers le prisme des transferts financiers des migrants, pour se focaliser sur les recherches portant sur les réseaux diasporiques et leur contribution à la diffusion des connaissances, au transfert de technologies et à la circulation de nouvelles normes sociales et culturelles dans les pays d'origine.

Trois points sont ainsi examinés : les freins à la mobilité ; les liens entre l'immigration, leur qualification et la performance des entreprises ; les réseaux diasporiques et leur rôle dans le développement des pays de départ.

¹ Voir par exemple Jayet (1996) et Gubert (2010) pour une synthèse de ces approches.

² Un panorama récent de ces travaux est proposé par Edo et al. (2018).

³ Une autre voie de recherche relativement nouvelle s'intéresse à l'impact de la diversité sur la cohésion sociale, à travers son influence sur la confiance, les préférences pour la redistribution ou encore la polarisation des opinions politiques. Nous ne l'abordons pas ici, mais le lecteur intéressé peut se référer à Edo et al. (2018).

1. ENTRE OPPORTUNITÉS ET CONTRAINTES : COMPRENDRE LA (NON-)MIGRATION

Pour les économistes, la mobilité internationale des facteurs de production, et notamment celle du facteur travail, permet une meilleure allocation des ressources à l'échelle mondiale et favorise la convergence des productivités et des revenus entre pays.⁴ De nombreux travaux ont montré en outre qu'à l'intérieur des pays, la mobilité des travailleurs en provenance du milieu rural vers les villes, et de l'agriculture vers les activités non agricoles constitue l'un des moteurs de changement structurel et de développement économique. Pour les travailleurs eux-mêmes, ils montrent enfin que l'acte de migrer s'accompagne généralement d'un accroissement de leurs revenus et d'une amélioration de leurs conditions de vie et de leur bien-être.⁵

La question qui s'est dès lors posée est comment expliquer que ces derniers ne soient pas plus nombreux à prendre la décision de migrer ? Cette question a suscité une attention croissante ces dernières années et a été à l'origine de la mise en œuvre de plusieurs expérimentations dans des contextes variés pour identifier les freins à la migration. Plusieurs auteurs ont notamment émis l'hypothèse que les candidats à la migration disposaient souvent d'une information incomplète ou erronée sur les salaires et les conditions de vie des régions ou des pays de destination, les chances réelles d'y obtenir un emploi ou encore les risques liés au déplacement (Bryan et al., 2014 ; Shrestha, 2020 ; Bazzi et al., 2021 ; Baseler, 2023 ; Bah et al., 2023 ; Frohnweiler et al., 2024 ; Barnett-Howell et al., 2025). Ces frictions informationnelles entraîneraient certaines sous-estimations des bénéfices attendus et une surestimation des risques, freinant la décision de partir.⁶ Dans le cas du Kenya, Baseler (2023) montre ainsi que les travailleurs ruraux sous-estiment largement les revenus prévalant dans les villes, ce qui les conduit à sous-investir dans la migration. Il attribue ce biais d'estimation au fait que les migrants urbains tendent à sous-déclarer leurs revenus réels auprès de leurs proches restés au village, afin de réduire les montants de transferts qu'ils leur envoient. En levant cette barrière informationnelle au moyen d'une expérience contrôlée randomisée, consistant notamment à révéler aux ménages le montant des salaires moyens observés dans trois grandes villes

⁴ Partant, certains auteurs ont cherché à estimer la valeur du « manque à gagner » induit par les barrières à la mobilité internationale des travailleurs pour l'économie mondiale. Les montants estimés varient selon les méthodes et les hypothèses, mais sont substantiels (entre 67% et 147% du PIB mondial) et bien supérieurs au manque à gagner induit par les barrières commerciales ou les entraves à la libre circulation des capitaux (voir Clemens, 2011, pour une synthèse de ces travaux).

⁵ L'estimation des gains salariaux liés à la migration soulève des défis méthodologiques importants, notamment en raison du problème de sélection des migrants (*sorting*). Quelques travaux récents ont tiré parti de l'attribution aléatoire de visas par loterie pour estimer ces gains parmi des migrants internationaux originaires du Tonga et du Bangladesh (McKenzie et al., 2010 ; Gibson et al., 2018 ; Mobarak et al., 2023). Dans le cas de migrants internes, voir Bryan et al. (2014), Akram et al. (2017) et Baseler (2023).

⁶ Il est également possible que les candidats au départ sous-estiment les risques liés au voyage. C'est l'hypothèse centrale des campagnes d'information menées dans de nombreux pays d'Afrique qui visent à décourager la migration irrégulière vers l'Europe à travers les témoignages de candidats malheureux décrivant les difficultés qu'ils ont rencontrées.

kényanes (dont Nairobi), l'auteur observe une augmentation significative des flux migratoires, notamment vers la capitale, au cours des deux années suivantes.

Des coûts de migration très élevés et/ou l'incapacité des ménages à les financer sont également des freins à la mobilité. Toujours à partir d'approches expérimentales, Bryan et al. (2014) dans le cas du Bangladesh et Cai (2020) dans le cas de la Chine montrent qu'offrir à des ménages ruraux pauvres une somme ou un crédit permettant de couvrir les coûts de la migration accroît de manière significative leur participation à la migration saisonnière et leur niveau de vie. Dans le cas de la Chine, l'effet n'est observé que chez les ménages des villages les moins dotés en actifs, en particulier dans les contextes où les coûts de migration sont élevés, ce qui accrédite l'hypothèse d'une contrainte de liquidités. Au Bangladesh, les résultats suggèrent quant à eux que le crédit accordé agit comme une forme d'assurance pour les ménages proches du niveau de subsistance, pour lesquels la décision de migrer représenterait autrement un risque trop élevé. Au-delà des risques et des coûts monétaires associés à la migration, les coûts psychologiques induits par l'appréhension que les candidats au départ éprouvent à la perspective de s'installer dans un endroit qui leur est inconnu et de quitter un lieu auquel ils sont attachés contribuent eux aussi à expliquer pourquoi certains individus choisissent de ne pas migrer, même lorsque les bénéfices économiques attendus sont élevés (McKenzie, 2024).

Quelques travaux ont finalement mis en exergue l'incomplétude des marchés, en particulier fonciers, ou l'absence de droits formels sur la terre, comme étant un autre facteur susceptible de contraindre la mobilité. A titre d'illustration, de Janvry et al. (2015) montrent qu'avant la mise en œuvre de la politique de certification foncière initiée par le gouvernement mexicain en 1992, les agriculteurs ne détenaient sur leurs terres qu'un droit d'usage qu'ils perdaient s'ils cessaient de les cultiver pendant plus de deux ans. Cette obligation de présence continue constituait une distorsion majeure dans l'allocation de la main-d'œuvre au profit de l'agriculture et au détriment des activités non agricoles. En dissociant les droits de propriété foncière de l'usage effectif des terres, la certification a réduit le coût d'opportunité de la migration et a provoqué une augmentation significative des départs au sein des populations qui en ont bénéficié.

L'ensemble de ces recherches montre que les décisions de migration peuvent être influencées par un ensemble de contraintes informationnelles, financières, psychologiques et institutionnelles et identifie ainsi plusieurs leviers d'action susceptibles de favoriser une meilleure allocation du travail à l'échelle mondiale et nationale.

2. IMMIGRATION, INNOVATION ET PERFORMANCES DES ENTREPRISES

La recherche a été et demeure très active sur la question de l'impact économique de l'immigration. Au-delà des effets à court terme sur les salaires et l'emploi⁷,

⁷ Voir l'ouvrage publié en 2025 de Edo et Rapoport pour une synthèse des travaux portant sur l'impact de l'immigration sur le marché du travail.

plusieurs travaux récents ont porté leur attention sur des effets de plus long-terme, notamment sur la productivité et l'innovation (voir notamment Glennon, 2024, et Lissoni et Miguel, 2024, pour un panorama de ces recherches). Dans le contexte américain, qui occupe une place prédominante dans ce champ, la plupart des auteurs ont mobilisé des données agrégées à l'échelle des Etats ou des comtés pour montrer la contribution positive de l'immigration qualifiée à l'innovation, à travers la forte propension des immigrés à déposer des brevets et les externalités positives que cela pouvait avoir sur la capacité d'innovation des natifs (Hunt et Gauthier-Loiselle, 2010 ; Burchardi et al., 2020 ; Akcigit et al. 2017). A titre d'illustration, Akcigit et al. (2017) ont montré, à partir des données de brevets de l'*United States Patent and Trademark Office* combinées à celles des recensements de population entre les années 1880 et 1940, que les domaines technologiques dans lesquels les inventeurs immigrés étaient relativement nombreux entre 1880 et 1940 ont aussi été les domaines dans lesquels le nombre de brevets déposés sur la période 1940-2000 a augmenté beaucoup plus rapidement – en comparaison de ceux dans lesquels les immigrés étaient au contraire peu représentés. Les auteurs en ont conclu que les inventeurs immigrés avaient été un moteur important de l'innovation aux Etats-Unis, grâce à leurs inventions bien sûr, mais également grâce à l'effet d'entraînement que ces inventions ont eu sur celles des natifs.

Profitant de la disponibilité croissante de données appariées employeurs-employés, d'autres travaux se sont attachés à évaluer dans quelle mesure le fait de recruter davantage de travailleurs immigrés qualifiés améliorait l'innovation, la productivité et la performance des entreprises (Ozgen et al., 2013 ; Böheim et al., 2014 ; Parrotta et al., 2014 ; Trax et al., 2015 ; Beerli et al., 2021 ; Orefice et al., 2022 ; Orefice et al., 2025). Dans le cas du Danemark, Parrotta et al. (2014) ont conclu à un impact positif de la diversité ethnique observée parmi les cadres d'une entreprise sur l'innovation, que celle-ci soit mesurée par la propension à déposer un brevet, par le nombre de demandes de brevet déposées chaque année ou encore par la propension de l'entreprise à déposer dans plus d'un domaine technologique. Ils ont attribué ce résultat au fait que des employés issus de cultures et d'horizons variés apportaient un ensemble diversifié de points de vue, d'idées et de connaissances, ce qui favorisait la résolution des problèmes et la créativité. Orefice et al. (2022) ont également mis en évidence un effet positif d'une présence accrue d'immigrés qualifiés sur l'activité de dépôt de brevets des entreprises du secteur manufacturier dans le cas français. Selon eux, ce résultat s'explique par une réallocation des tâches au sein des entreprises, reflétant les avantages comparatifs respectifs des travailleurs immigrés et nationaux qualifiés : aux premiers les tâches techniques, à forte intensité de recherche, aux seconds celles de gestion, à forte intensité de communication.

Enfin, plusieurs travaux ont montré que le recrutement de travailleurs immigrés par les entreprises pouvait également influencer positivement leurs performances à l'international, en stimulant notamment leurs activités d'exportation.⁸ Les

⁸ Voir Hatzigeorgiou et Lodefalk (2021) pour une revue de la littérature portant sur les liens entre migration, commerce, investissement direct étrangers et délocalisations.

immigrés peuvent constituer en effet une source précieuse d'informations et de connaissances sur les marchés étrangers (en particulier concernant leur pays d'origine) à même de réduire les coûts à l'internationalisation pour les entreprises et augmenter ainsi leurs exportations. Pour mettre ces effets en évidence, les recherches les plus récentes mobilisent là encore des données appariées employeurs-employés. La plupart confirment l'influence positive de la présence de travailleurs immigrés sur le volume des exportations des entreprises qui les emploient, et ce de façon souvent plus prononcée vers les pays dont sont originaires ces travailleurs (Hiller, 2013 ; Andrews et al., 2017 ; Ottaviano et al., 2018). L'impact estimé est parfois plus important pour les entreprises de petite taille (Hatzigeorgiou et Lodefalk, 2016 ; Mitaritonna et al., 2017 ; Marchal et Nedoncelle, 2019) et n'est pas toujours uniquement le fait des travailleurs immigrés qualifiés (Marchal et Nedoncelle, 2019). L'un des seuls articles portant sur un pays en développement dans cette littérature est celui de Lombardo et Peñaloza-Pacheco (2025) qui exploitent le choc d'offre de travail qu'a constitué la crise vénézuélienne en Colombie et concluent eux aussi à un effet vertueux de la présence de travailleurs immigrés qualifiés sur l'innovation et les exportations des entreprises colombiennes.

Dans l'ensemble, donc, ces travaux convergent vers l'idée que l'immigration, en particulier qualifiée, peut constituer un levier important de dynamisme économique, favorisant non seulement l'innovation et la productivité des entreprises, mais aussi leur ouverture à l'international.

3. RÉSEAUX DIASPORIQUES ET DÉVELOPPEMENT

Les réseaux diasporiques qui désignent l'ensemble des liens économiques, sociaux et culturels qui unissent les personnes issues d'un même pays ou d'une même communauté entre elles et avec leur pays d'origine, contribuent également à l'intégration des pays ou régions de départ dans l'économie mondiale. En effet, tout comme la présence de travailleurs immigrés dans les entreprises peut contribuer à dynamiser les activités d'exportation de ces dernières, les diasporas peuvent favoriser les exportations du pays d'origine en réduisant les coûts d'accès aux marchés étrangers, en tissant des réseaux de confiance transnationaux (Gould, 1994 ; Rauch et Trindade, 2002 ; Felbermayr et al., 2010), en diffusant des connaissances et des standards internationaux, et en stimulant une demande pour certains produits du pays d'origine (produits alimentaires, culturels, etc.) (Elo et al., 2020).

La plupart des travaux s'inscrivant dans ce champ de recherche ont mobilisé des données sur les flux de commerce et de migration entre pays pour analyser les liens entre diasporas et commerce à partir de modèles de gravité. Quelques travaux récents font toutefois figure d'exception en tirant profit d'expériences réelles qui permettent de traiter de manière convaincante les problèmes d'endogénéité et de causalité inverse qui se posent (Parsons et Vezina, 2018 ; Steingress, 2018). Steingress (2018), par exemple, exploite le caractère exogène de la répartition des

réfugiés politiques sur le territoire américain⁹ pour mettre en œuvre une stratégie d'instrumentation dans laquelle le nombre de réfugiés accueillis aux Etats-Unis entre 2003 et 2008 sert d'instrument au nombre d'immigrés recensés entre 2008 et 2013 au niveau de chaque Etat. L'auteur trouve qu'un accroissement de 10% du nombre d'immigrés originaires d'un pays donné et résidant dans un Etat donné au cours des 5 années qui précèdent entraîne une augmentation des exportations vers ce pays de 0,8% et des importations en provenance de ce pays de 1%. Il explique ce dernier résultat par les préférences des immigrés pour les biens de leur pays d'origine et la demande supplémentaire que cela engendre.

La recherche récente est également très active sur la question des retombées de l'émigration sur les flux d'investissements directs étrangers (IDE) à destination des pays dont sont originaires les migrants, avec des conclusions allant dans le même sens (Javorcik et al. ; 2011 ; Kugler et al., 2017 ; Burchardi et al., 2019 ; Mayda et al., 2022). A titre d'illustration, dans le contexte américain et en ayant recours à la même stratégie d'instrumentation que Steingress (2018), Mayda et al. (2022) trouvent qu'une augmentation de 10% du nombre de réfugiés originaires d'un pays donné et résidant dans un bassin d'emploi donné (*commuting zone*) sur la période 1990-2000 entraîne une augmentation de 0,54% des IDE vers ce pays entre 2005 et 2015.

Au-delà de leur impact sur le commerce et les IDE, les réseaux diasporiques agissent comme courtiers d'information, à distance ou lors de retours temporaires, qui peuvent également contribuer à la diffusion de connaissances, de savoir-faire, de méthodes de travail ou encore d'idées ou de normes dans les pays dont ils proviennent. Cette diffusion de connaissances peut se faire dans des domaines techniques ou économiques et compenser ainsi, au moins en partie, la perte de capital humain liée à l'émigration de travailleurs qualifiés (voir par exemple Meyer 2001 ; Kerr, 2008 ; Bahar et Rapoport, 2018). Mais les diasporas peuvent également être vecteur de normes ou de valeurs sociales ou politiques acquises dans les sociétés d'accueil et participer ainsi à des dynamiques de changement dans les pays d'origine. Plusieurs articles récents ont notamment mis en évidence un processus de transferts de normes en matière de fécondité via la migration, lorsque celle-ci se fait de pays à très forte natalité vers des pays à moindre taux de fécondité (Fargues, 2007 ; Beine et al., 2013 ; Bertoli et Marchetta, 2015 ; Melki et al., 2024).¹⁰ La transmission de normes politiques est également une voie de recherche particulière. A côté des travaux macro-économiques montrant l'existence d'un lien causal entre émigration et qualité des institutions des pays d'origine (Spilimbergo, 2009 ; Beine & Sekkat, 2013 ; Docquier et al., 2016 ; Lodigiani et Salomone, 2020), plusieurs études de cas récentes menées à partir de données micro-économiques ont mis en évidence l'influence de l'émigration sur la participation électorale et/ou les choix lors des votes observés au sein des communautés d'origine, dans des contextes variés (Pfutze, 2012 ; Chauvet et Mercier, 2014; Barsbai et al., 2017 ; Batista et al., 2019).

⁹ Exogène dans le sens où la décision est prise non pas par les réfugiés, mais par le *US refugee resettlement program*, sur la base des opportunités économiques, notamment des perspectives d'emploi, offertes par les Etats.

¹⁰ Un processus de convergence des comportements de fécondité via des migrations internes a également été mis en évidence dans le cas français (voir Daudin et al., 2019).

Les diasporas constituent ainsi des vecteurs d'acculturation transnationale, susceptible d'influencer les pratiques politiques et les comportements démographiques, au-delà des simples flux économiques.

CONCLUSION

Les travaux récents en économie des migrations invitent à dépasser les approches strictement comptables des gains et pertes associés à la mobilité internationale pour envisager cette dernière comme un vecteur de transformation structurelle.

L'analyse des freins à la mobilité révèle d'abord que la non-migration résulte souvent de contraintes informationnelles, financières ou psychologiques. Lever ces contraintes pourrait favoriser une meilleure allocation du travail et contribuer à la réduction des inégalités spatiales. Les recherches sur l'immigration, notamment qualifiée, mettent quant à elles en lumière le rôle de la diversité et de la complémentarité des compétences apportées par les immigrés avec celles des natifs dans leurs effets sur l'innovation, la productivité et l'ouverture internationale des entreprises. Enfin, l'étude des réseaux diasporiques souligne que les migrations ne se traduisent pas seulement par des transferts de ressources financières, mais aussi par la circulation de connaissances, de technologies et de normes sociales et politiques, capables d'influencer les trajectoires de développement des pays d'origine.

Ainsi, loin d'être un simple symptôme des déséquilibres mondiaux, la migration apparaît comme un mécanisme de diffusion et de recomposition des ressources économiques, sociales et culturelles. Son potentiel transformateur dépend toutefois de la capacité des sociétés, d'accueil comme d'origine, à créer les conditions institutionnelles permettant d'en tirer parti.

REFERENCES

Akcigit, U., Grigsby, J., & Nicholas, T. (2017). Immigration and the rise of American ingenuity. *American Economic Review*, 107(5), 327-331.

Akram, A. A., Chowdhury, S., & Mobarak, A. M. (2017). *Effects of emigration on rural labor markets*, National Bureau of Economic Research, WP 23929.

Andrews, M., Schank, T., & Upward, R. (2017). Do foreign workers reduce trade barriers? Microeconomic evidence. *The World Economy*, 40(9), 1750-1774.

Bahar, D., & Rapoport, H. (2018). Migration, knowledge diffusion and the comparative advantage of nations. *The Economic Journal*, 128(612), F273-F305.

Barnett-Howell, Z., Baseler, T., Ginn, T., & Gordeev, S. (2025). *Reaching the Novice or Nudging the Expert? Networks, Information, and the Experimental Returns to Migration*. Unpublished manuscript;

Barsbai, T., Rapoport, H., Steinmayr, A., & Trebesch, C. (2017). The effect of labor migration on the diffusion of democracy: evidence from a former Soviet Republic. *American Economic Journal: Applied Economics*, 9(3), 36-69.

Baseler, T. (2023). Hidden income and the perceived returns to migration. *American Economic Journal: Applied Economics*, 15(4), 321-352

Batista, C., Seither, J., & Vicente, P. C. (2019). Do migrant social networks shape political attitudes and behavior at home?. *World Development*, 117, 328-343.

Bazzi, S., Cameron, L., Schaner, S. G., & Witoelar, F. (2021). *Information, intermediaries, and international migration*, Working Paper 29588, National Bureau of Economic Research.

Beerli, A., Ruffner, J., Siegenthaler, M., & Peri, G. (2021). The abolition of immigration restrictions and the performance of firms and workers: evidence from Switzerland. *American Economic Review*, 111(3), 976-1012.

Beine, M., Docquier, F., & Schiff, M. (2013). International migration, transfer of norms and home country fertility. *Canadian Journal of Economics/Revue canadienne d'économique*, 46(4), 1406-1430.

Beine, M., & Sekkat, K. (2013). Skilled migration and the transfer of institutional norms. *IZA Journal of Migration*, 2(1), 9.

Bertoli, S., & Marchetta, F. (2015). Bringing it all back home—return migration and fertility choices. *World Development*, 65, 27-40.

Böheim, R., Horvath, T., & Mayr, K. (2014). *Birthplace diversity and productivity spill-overs in firms* (No. 5025). CESifo Working Paper.

Bryan, G., Chowdhury, S., & Mobarak, A. M. (2014). Underinvestment in a profitable technology: The case of seasonal migration in Bangladesh. *Econometrica*, 82(5), 1671-1748.

Burchardi, K. B., Chaney, T., & Hassan, T. A. (2019). Migrants, ancestors, and foreign investments. *The Review of Economic Studies*, 86(4), 1448-1486.

Burchardi, K. B., Chaney, T., Hassan, T. A., Tarquinio, L., & Terry, S. J. (2020). Immigration, innovation, and growth (No. w27075). National Bureau of Economic Research.

Cai, S. (2020). Migration under liquidity constraints: Evidence from randomized credit access in China. *Journal of Development Economics*, 142, 102247.

Chauvet, L., & Mercier, M. (2014). Do return migrants transfer political norms to their origin country? Evidence from Mali. *Journal of Comparative Economics*, 42(3), 630-651.

Clemens, M.A. (2011). Economics and Emigration: Trillion-Dollar Bills on the Sidewalk?, *Journal of Economic Perspectives*, 25(3), 83-106.

Daudin, G., Franck, R., & Rapoport, H. (2019). Can internal migration foster the convergence in regional fertility rates? Evidence from 19th century France. *The Economic Journal*, 129(620), 1618-1692.

Docquier, F., Lodigiani, E., Rapoport, H., & Schiff, M. (2016). Emigration and democracy. *Journal of Development Economics*, 120, 209-223.

Dustmann, C., & Preston, I. P. (2019). Free movement, open borders, and the global gains from labor mobility. *Annual Review of Economics*, 11(1), 783-808.

Edo, A. & Rapoport, H. (2025). *L'impact de l'immigration sur le marché du travail*, Presses de Sciences Po, 144p.

Edo, A., Ragot, L., Rapoport, H., Sardoschau, S., & Steinmayr, A. (2018). *The effects of immigration in developed countries: Insights from recent economic research* (No. 05). EconPol Policy Report.

Elo, M., Minto-Coy, I., Silva, S. C. E., & Zhang, X. (2020). Diaspora networks in international marketing: how do ethnic products diffuse to foreign markets?. *European Journal of International Management*, 14(4), 693-729.

Fargues, P. (2007). The demographic benefit of international migration: a hypothesis and its application to Middle Eastern and North African countries. Chap. 5 in Caglar O. and Schiff, M. (eds.), *International Migration, Economic Development and Policy*, 161-182. World Bank and Palgrave Macmillan.

Felbermayr, G. J., Jung, B., & Toubal, F. (2010). Ethnic networks, information, and international trade: Revisiting the evidence. *Annals of Economics and Statistics/Annales d'Économie et de Statistique*, 41-70.

Frohnweiler, S., Beber, B., & Ebert, C. (2024). Information frictions, belief updating and internal migration: Evidence from Ghana and Uganda. *Journal of Development Economics*, 171, 103311.

Gibson, John, David McKenzie, Halahingano Rohorua and Steven Stillman (2018) "The long-term impacts of international migration: Evidence from a lottery", *World Bank Economic Review* 32(1): 127-147.

Glennon, B. (2024). Skilled immigrants, firms, and the global geography of innovation. *Journal of Economic Perspectives*, 38(1), 3-26.

Gould, D. M. (1994). Immigrant links to the home country: empirical implications for US bilateral trade flows. *The Review of Economics and Statistics*, 302-316.

Gubert, F. (2010). Pourquoi migrer? Le regard de la théorie économique. *Regards croisés sur l'économie*, 8(2), 96-105.

Hatzigeorgiou, A., & Lodefalk, M. (2016). Migrants' influence on firm-level exports. *Journal of Industry, Competition and Trade*, 16(4), 477-497

Hatzigeorgiou, A., & Lodefalk, M. (2021). A literature review of the nexus between migration and internationalization. *The Journal of International Trade & Economic Development*, 30(3), 319-340.

Hiller, S. (2013). Does immigrant employment matter for export sales? Evidence from Denmark. *Review of World Economics*, 149(2), 369-394. Hunt, J., & Gauthier-Loiselle, M. (2010). How much does immigration boost innovation?. *American Economic Journal: Macroeconomics*, 2(2), 31-56.

de Janvry, A., Emerick, K., Gonzalez-Navarro, M., & Sadoulet, E. (2015). Delinking land rights from land use: Certification and migration in Mexico. *American Economic Review*, 105(10), 3125-3149.

Javorcik, B. S., Özden, Ç., Spatareanu, M., & Neagu, C. (2011). Migrant networks and foreign direct investment. *Journal of development economics*, 94(2), 231-241.

Jayet, H. (1996). L'analyse économique des migrations: une synthèse critique. *Revue économique*, 193-226.

Kerr, W. R. (2008). Ethnic scientific communities and international technology diffusion. *The Review of Economics and Statistics*, 90(3), 518-537.

Kerr, W. R., & Lincoln, W. F. (2010). The supply side of innovation: H-1B visa reforms and US ethnic invention. *Journal of Labor Economics*, 28(3), 473-508.

Kugler, M., Levintal, O., & Rapoport, H. (2018). Migration and cross-border financial flows. *The World Bank Economic Review*, 32(1), 148-162.

Lagakos, D. (2020). Urban-rural gaps in the developing world: Does internal migration offer opportunities?. *Journal of Economic perspectives*, 34(3), 174-192.

Lissoni, F., & Miguelez, E. (2024). Migration and innovation: Learning from patent and inventor data. *Journal of Economic Perspectives*, 38(1), 27-54.

Lodigiani, E., & Salomone, S. (2020). Migration-induced transfers of norms: The case of female political empowerment. *Journal of Demographic Economics*, 86(4), 435-477.

Lombardo, C., & Peñaloza-Pacheco, L. (2025). *Skilled Immigration and Firm-Level Upgrading as Exports Boosters in a Developing Country* (No. 11645). CESifo Working Paper.

Marchal, L., & Nedoncelle, C. (2019). Immigrants, occupations and firm export performance. *Review of International Economics*, 27(5), 1480-1509.

Mayda, A. M., Parsons, C., Pham, H., & Vézina, P. L. (2022). Refugees and foreign direct investment: Quasi-experimental evidence from US resettlements. *Journal of Development Economics*, 156, 102818.

McKenzie, D. (2024). Fears and Tears: Should More People Be Moving within and from Developing Countries, and What Stops this Movement?. *The World Bank Research Observer*, 39(1), 75-96.

McKenzie, D., John Gibson and Steven Stillman (2010) "How Important is Selection? Experimental Vs. Non-Experimental Measures of the Income Gains from Migration", *Journal of the European Economic Association* 8(4): 913-45.

Melki, M., Rapoport, H., Spolaore, E., & Wacziarg, R. (2024). *Cultural remittances and modern fertility* (No. w32990). National Bureau of Economic Research.

Meyer, J. B. (2001). Network approach versus brain drain: lessons from the diaspora. *International migration*, 39(5), 91-110.

Mitaritonna, C., Orefice, G., & Peri, G. (2017). Immigrants and firms' outcomes: Evidence from France. *European Economic Review*, 96, 62-82.

Mobarak, A. M., Sharif, I., & Shrestha, M. (2023). Returns to international migration: Evidence from a Bangladesh-Malaysia visa lottery. *American Economic Journal: Applied Economics*, 15(4), 353-388.

Orefice, G., Mayda, A. M., & Santoni, G. (2022). *Skilled Immigration, Task Allocation and the Innovation of Firms* (No. 17662). CEPR Discussion Papers.

Orefice, G., Rapoport, H., & Santoni, G. (2025). How do immigrants promote exports?, *Journal of Development Economics*, 174, 103443.

Ozgen, C., Nijkamp, P., & Poot, J. (2013). The impact of cultural diversity on firm innovation: evidence from Dutch micro-data. *IZA Journal of Migration*, 2(1), 18.

Parrotta, P., Pozzoli, D., & Pytlakova, M. (2014). The nexus between labor diversity and firm's innovation. *Journal of Population Economics*, 27(2), 303-364.

Parrotta, P., Pozzoli, D., & Sala, D. (2016). Ethnic diversity and firms' export behavior. *European Economic Review*, 89, 248-263.

Parsons, C., & Vézina, P. L. (2018). Migrant networks and trade: The Vietnamese boat people as a natural experiment. *The Economic Journal*, 128(612), F210-F234.

Pfutze, T. (2012). Does migration promote democratization? Evidence from the Mexican transition. *Journal of Comparative Economics*, 40(2), 159-175.

Rauch, J. E., & Trindade, V. (2002). Ethnic Chinese networks in international trade. *Review of Economics and Statistics*, 84(1), 116-130.

Spilimbergo, A. (2009). Democracy and foreign education. *American Economic Review*, 99(1), 528-543.

Steingress, W. (2018). The causal impact of migration on US trade: Evidence from political refugees. *Canadian Journal of Economics/Revue canadienne d'économique*, 51(4), 1312-1338.

Trax, M., Brunow, S., & Suedekum, J. (2015). Cultural diversity and plant-level productivity. *Regional Science and Urban Economics*, 53, 85-96.

Barriers to mobility, job qualifications, and diasporas: the new frontiers of migration economics

Abstract - This article provides a synthesis of a selection of recent contributions in the economics of migration that renew our understanding of human mobility and its impacts. It begins by presenting several contributions which, based on experimental protocols, focus on the barriers to mobility and the means to better identify them – whether these barriers are informational, economic, institutional, or political. The article then addresses the impact of immigration on destination countries, focusing on an emerging body of literature that explores the links between immigration, innovation, and firm performance. Finally, regarding the effects of migration on origin countries, the article moves beyond approaches centered on migrants' financial remittances and emphasizes research highlighting the role of diasporic networks in the diffusion of knowledge, technology transfers, and the circulation of new norms. Overall, the article underscores migration as a key factor shaping contemporary economic and social transformations.

Key words

Migration
Barriers to migration
Job qualifications
Diasporas
